



ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25.091

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Le marché a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie, des locaux du Siège de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris et ses annexes.

Ce document comprend 26 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 1 sur 26

SOMMAIRE

1.Dispositions Générales	4
1.1Objet.....	4
1.2Lieu d'exécution des prestations	4
2.Organisation de l'achat	4
2.1Forme du marché.....	4
2.2Allotissement :	4
2.3	8
2.4Durée.....	8
3.Dispositions financières	8
3.1Forme des prix.....	8
3.2Prix Révisable.....	8
4.Révision de prix à la demande l'AP-HP :	9
5.Révision de prix à la demande du Titulaire :	9
L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.	12
1. Documents contractuels :	14
6.Conditions de passation des bons de commande :.....	15
6.1Commandes (ou ordres de service).....	15
6.2Dématérialisation des bons de commandes	15
7.Contrôle – suivi du marché.....	16
7.1Contrôle.....	16
7.2Suivi du marché	16
8.Modification du marché public.....	16
8.1Clause de réexamen.....	16
8.2Changement de dénomination sociale du Titulaire	16
8.3Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	17
9.Obligations du prestataire	17
9.1Reprise du personnel.....	17
9.1Données statistiques.....	17
9.2Certificats	18

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 2 sur 26

9.3	Secret professionnel et confidentialité	18
9.4	Accès aux établissements – Identification.....	19
9.5	Grèves.....	20
9.6	Vente à des tiers	20
10.	Facturation – Paiement	20
10.1	Facturation.....	20
10.2	Paiement	21
10.3	Avances	21
11.	Nantissement et garantie	22
12.	Retenue de garantie	22
13.	Pénalités – Résiliation.....	22
13.1	Pénalités.....	22
13.2	Résiliation.....	23
14.	Litiges.....	24
15.	Dérogations	24

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet : Le marché a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie, des locaux du Siège de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris et ses annexes , nécessaires aux besoins de l'AP-HP.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) :

- **Site 1** : Siège AP-HP – 55 boulevard Diderot 75012 Paris
- **Site 2** : Rothschild (DSN) - 27 rue Santerre - 75012 Paris
- **Site 3** : Campus Picpus - 27 rue Santerre - 75012 Paris
- **Site 4** : Bicêtre (DPC) - 78 Rue du Général Lederc - 94270 Le Kremlin-Bicêtre
- **Site 5** : FSM « Fossés St Marcel » - 10 rue des Fossés St Marcel - 75005 Paris
- **Site 6** : CSP « Centre des services partagés » - 32 rue Necker - 94220 Charenton
- **Site 7** : Charenton « Direction des Ressources du Siège » - 14 rue du port aux lions - 94220 Charenton
- **Site 8** : Bâtiment Steg - 8 rue Maria Hélène Vieira Da Silva - 75014 Paris
- **Site 9** : Saint Louis - 1 avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
- **Site 10** : Hôtel Dieu - 1 Parvis Notre-Dame - Pl. Jean-Paul II - 75004 Paris
- **Site 11** : La Collégiale - 14 rue Vésale - 75005 Paris
- **Site 12** : Groupe Pitié-Salpêtrière - 49-63 Boulevard de l'Hôpital - 75013 Paris
- **Site 13** : DRCI- 44 quai JEMMAPES- 75010 Paris

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique

2.2 Allotissement :

L'ensembles des prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé
Lot n° 01	Prestations de nettoyage des locaux du Siège et ses annexes
Lot n° 02	Prestations de nettoyage de la vitrerie du Siège et ses annexes

Les candidats peuvent soumissionner pour tout ou partie des lots.

Les offres des candidats sont appréciées lot par lot.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 4 sur 26

Un opérateur économique peut se voir attribuer la totalité des lots.

Volumétrie :

Lot n° 01 Prestations de nettoyage des locaux du Siège et ses annexes :

Descriptif indicatif des surfaces par site :

SITE	Zone 0	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Hors zone		Observations
1 Siège+OS sud	2403,30	8715,69	496,78	0,00	726,00	Parking	
2 Rothschild (DSN)	900	6319,96	303,62	0,00	0,00		Extensions à prévoir
3 Campus Picpus	326,60	10620,24	1330,60	0,00	1444,00	Parking	
4 Bicêtre DPC (Jaboulay)	0,00	782,48	49,54	0,00	0,00		
4 Bicêtre DPC (Broca)	0,00	277,00	52,00	0,00	8621,31	Archives, Musée	
					6279,86	Parking	
5 FSM	0,00	2539,55	108,9	0,00	0,00		
6 CSP (Charenton)	0,00	912,10	58,26	0,00	0,00		
7 DRS (Charenton)	0,00	264,9	56,4	0,00	0,00		
8 Steg	497,51	6696,67	870,67	201,85	0,00		Extensions à prévoir
9 Saint-Louis	0,00	2289,50	101,56	0,00	0,00		
10 Hôtel Dieu	0,00	712,54	44,68	0,00	0,00		
11 La Collégiale	0,00	364,30	34,95	0,00	0,00		
12 Pitié-Salpêtrière (La Case+ OS IFSI)	0,00	272,02	28,54	0,00		5 frigos	Extensions à prévoir
13 DRCI -Quai Jemmapes	31,00	745,43	98,86	0	0		
TOTAL	4158,41	41512,38	3635,36	201,85	17071,17		

Prestations quotidiennes :

Prestations quotidiennes	Surfaces indicatives par zone (m²) avec projection des ouvertures et fermetures	Bon de commande / BC Forfait semestriel / FS Forfait annuel / FA
Nettoyage des locaux Zone 0 / m²	4158,41	BC Forfait mensuel /m²
Nettoyage des locaux Zone 1 / m²	41512,38	BC Forfait mensuel /m²
Nettoyage des locaux Zone 2 / m²	3635,36	BC Forfait mensuel /m²
Nettoyage des locaux Zone 3 / m²	201,85	BC Forfait mensuel /m²

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 5 sur 26

Prestations bi-mensuelles	Entretien de 5 réfrigérateurs doubles portes	BC Forfait mensuel
Prestations semestrielles	Surfaces	
Magasins et réserves du musée des archives (Bicêtre)	8621,31m ²	BC semestriel Forfait/m ²
Parkings et rampes d'accès Siège	726m ²	BC semestriel Forfait/m ²
Parkings et rampes d'accès à Picpus	1444 m ²	BC semestriel Forfait/m ²
Total surface/semestre	10791,31m²	
Prestations annuelles	Surfaces	
Parkings et rampes d'accès à Bicêtre	6279,86 m²	BC annuel Forfait/m ²

Lot n° 02 Prestations de nettoyage de la vitrerie du Siège et ses annexes :

Sites	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5	Catégorie 6	TOTAL par site
Siège	2315		830				3145
Rothschild	1009		30		47		1086
Campus Picpus			261		1858	933	3052
Jaboulay (Bicêtre)	140						140
F.S.M.	526		53				579
Charenton (CSP)	211						211
Charenton (DRS)	250						250
Steg	2079		220				2299
Saint-Louis	8		370		73		451
Hôtel-Dieu			320				320
La Collégiale	135						135
Pitié-Salpêtrière	183						183
Quai de Jemmapes	210						210
TOTAL par catégorie	7066	0	2084	0	1978	933	12061

Catégories de vitres

Les locaux et annexes du siège comportent (surfaces recensées à ce jour) 4 catégories de vitres à nettoyer :

- Catégorie 1 : vitres accessibles
- Catégorie 3 : vitres accessibles par perche télescopique
- Catégorie 5 : les vitres accessibles avec l'aide de nacelle mobile
- Catégorie 6 : les vitres accessibles avec l'aide d'une équipe spécialisée d'alpinistes

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 6 sur 26

Catégorie de vitres		Type de carreaux	Surfaces non déployées en m²	Fréquence d'intervention (indicative)
Catégorie 1	Vitres accessibles	Petit	3274	2 passages par an
		Grand	647	2 passages par an
		Grand (Siège)	2315	1 passage par an
		Baie (Siège)	830	1 passage par an
Catégorie 2	Vitres accessibles avec point d'ancrage (existant)	Petit	0	
		Grand	0	
		Baie	0	
Catégorie 3	Vitres accessibles par perche télescopique	Petit	1833	2 passages par an
		Grand	251	2 passages par an
		Baie	0	
Catégorie 4	Vitres accessibles avec l'aide d'une nacelle installée sur bâtiment	Petit	0	
		Grand	0	
		Baie	0	
Catégorie 5	Vitres accessibles avec l'aide d'une nacelle mobile	Petit	120	2 passages par an
		Grand	0	
		Grand (Picpus)	1858	2 passages par an
		Stores (Picpus)	1450	1 passage par an
		Baie	0	
Catégorie 6	Vitres accessibles avec équipe spécialisée d'alpinistes	Petit	0	
		Grand	933	1 passage par an
		Baie	0	
		Pose de point d'ancrage		
		Contrôle réglementaire point d'ancrage	30	

2.3

2.4 Durée

Le marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans à partir de la date de notification reconductible une fois expressément pour un an.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires pour une durée de trois mois après la date de fin des marchés.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin du marché.

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées aux dispositions du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum sur la durée totale du marché.

Le Titulaire est engagé pour le montant maximum de 4 800 000€HT sur la durée totale du marché réparti comme suit :

- **Lot n°1 :** 4 400 000 € HT
- **Lot n°2 :** 400 000 € HT

3.2 Prix Révisibles

Les prix réputés pratiqués à la date de début des accords-cadres sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes applicables à l'ensemble des prix des lots :

- Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – **Identifiant INSEE n° 010766545**.

Formule de révision des prix :

$$P1 = P0 [0,2 + \left(0,8 \times \frac{I_1}{I_0}\right)]$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ou prix utilisé lors de la précédente révision ;

I1 : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I0 : indice du mois de dépôt des offres ou indice utilisé lors de la précédente révision;

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 8 sur 26

Modalités

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

4. Révision de prix à la demande l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

5. Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du Titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Les prix révisibles constituent une dérogation au 10.1 du CCAG FCS.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation Supérieure à 3 %.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Dématérialisation :

En cas d'utilisation de l'envoi dématérialisé des bons de commande, le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue marché" pour les catalogues externes selon la procédure en vigueur, aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

L'AP-HP validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur via la plate-forme de dématérialisation des bons de commande et de gestion des catalogues.

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après la mise en production du nouveau catalogue électronique par le fournisseur qui aura été préalablement validé par l'AP-HP sur la plateforme, dans le cas de gestion des catalogues externes.

A défaut de mise à jour, les prix du catalogue électronique en production continueront de s'appliquer.

Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue électronique seront rejetées par l'AP-HP Documents contractuels

Clause sociale :

Sur le lot 1 le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou Professionnelles particulières, conformément aux dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 9 sur 26

Le public visé :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché. En cas de reconduction, le volume d'heure d'insertion est reconduit à l'identique.	
Lot 01	935 heures

Précision sur la reprise de personnel.

Le titulaire est soumis à la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, il est à ce titre tenu de reprendre tout ou partie des salariés en application l'article 7 de ladite convention.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 10 sur 26

Le nombre d'heures de travail réalisées par les salariés transférables n'est pas comptabilisé pour déterminer le nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué ci-dessus, à réaliser par le titulaire. En conséquence, le nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire est pondéré de façon à prendre en compte le nombre d'heures de travail des salariés transférables selon la formule prévue ci-dessous :

$$P = 1 - [(S \cdot C) / (A/N)]$$

P = Pondération. Ce coefficient est à appliquer au nombre d'heures d'insertion précité.

S = Nombre d'heures effectuées sur le marché, avec horaire habituel, sur un mois, par les salariés transférables tel qu'indiqué sur l'annexe 1 de l'article 7 de la convention nationale précitée

C = Coefficient de transformation des heures en volume financier. Coefficient de 25 établi par la branche Propreté et basé sur 20 euros / heure et 80% de masse salariale, soit $20/80 \cdot 100$

A = Le montant total du marché pour la période

N = Durée du marché en nombre de mois

Le nombre d'heures d'insertion à réaliser (précité) est donc multiplié par P, soit :

- Lot 01: $110 \cdot P$

Le titulaire dès qu'il dispose du nombre d'heures de travail effectuées par les salariés transférables, fait connaître au pouvoir adjudicateur le nombre d'heures d'insertion qu'il s'engage à réaliser, après application de la pondération, ainsi que les bases de calcul afin que le pouvoir adjudicateur procède à la vérification de l'exactitude de l'engagement pris.

Si le nombre d'heures d'insertion obtenu après l'application du taux de pondération est inférieur à 150 heures par année d'exécution de marché, la clause sociale ne s'applique pas.

Dans ce cas, le titulaire est néanmoins fortement invité à réserver à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (cf. publics éligibles), tout poste vacant (vacance d'une durée minimum de 3 mois) sur le marché, et à solliciter l'Epec pour l'accompagner dans cette action.

- Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 11 sur 26

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'AP-HP a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Adel AATALLA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
adel.aatalla@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par le titulaire à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande de l'AP-HP, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Un document récapitulatif du montant des prestations facturées au Titulaire sera transmis à l'EPEC par le site concerné, de manière semestrielle. Ce dernier permettra de déterminer de manière précise, et après conversion euros-heures, le volume d'heures à réaliser par chacun des Titulaires.

Ces éléments sont envoyés au RPA et aux destinataires suivants de l'EPEC :

adel.aatalla@epec.paris
bibata.maiga@epec.paris

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 12 sur 26

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **70 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 13 sur 26

contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1. Documents contractuels :

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021.
- Les éléments techniques et le Cadre de réponse technique (CRT).

6. Conditions de passation des bons de commande :

6.1 Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par le Siege et les différents sites de l'APHP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de 3 mois.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début prévisionnelle du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 14 sur 26

6.2 Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe du présent document.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7. Contrôle - suivi du marché

7.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

7.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

8. Modification du marché public

8.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 15 sur 26

Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

8.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

8.3 8.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 16 sur 26

9. Obligations du prestataire

9.1 Reprise du personnel

Le titulaire est tenu à une obligation de reprise de personnel actuellement affecté à l'exécution des marchés en cours, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le titulaire veillera à appliquer les dispositions de :

- L'article L1224 du code du travail,
- La convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés et de son annexe 7.

Les éléments de reprise de personnel sont joints à titre indicatif, à la date de transmission par les prestataires actuels en annexes du présent CCAP.

9.1 Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT

« Service « SMMPS »
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les données statistiques suivantes :

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse du service concerné

SMMPS : secretariat.prestations.aca@aphp.fr

Type de fichier: EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- n° de marché AP-HP⁽¹⁾
- n° de lot (si le fournisseur est Titulaire de plusieurs lots)
- hôpital / site⁽²⁾
- Code produit AP-HP
- libellé du service
- unité de facturation
- prix unitaire HT
- montant total HT ⁽³⁾
- montant total TTC ⁽³⁾

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification du marché

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 17 sur 26

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service **SMMPs** pour toute précision complémentaire

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe « pénalités » du présent document.

9.2 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

9.3 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 18 sur 26

- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.¹

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

9.4 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

9.5 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

Le site doit être informé de la situation dans les 2 heures suivant le dépôt de préavis de grève.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Le service minimum fait l'objet d'une définition préalable dans le plan de continuité de l'activité élaboré par le prestataire. Cette définition est précisée et validée par le référent désigné par la direction du site.

Les moyens d'organisation de ce service minimum sont présentés au référent du site AP-HP, dans les meilleurs délais (6 heures maximum) suivant le dépôt du préavis de grève, il se réserve le droit d'apporter des modifications qui permettent de garantir au mieux l'exécution de la prestation du marché.

En cas d'impossibilité pour le prestataire d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat, le site y pourvoit par tous les moyens qu'il juge utile aux frais, risques et périls de l'entreprise prestataire du marché.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 19 sur 26

Les mesures qui sont prises dans ce cas, sont limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par le site par tout moyen de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

9.6 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

10. Facturation – Paiement

10.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque prestation ;
- le montant total des prestations effectuées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 20 sur 26

renseigner dans les annexes financières.

10.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.3 Avances

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

10.4 Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.
-

11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

12. Retenue de garantie

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

13. Pénalités – Résiliation

13.1 Pénalités

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, ACHAT pourra appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant du

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 21 sur 26

marché ni la somme de 45 000 euros.

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus à l'article 9.1 du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 45ème jour suivant la fin du trimestre.

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 70 euros par jour de retard, à compter du délai révolu, accordé par l'AP-HP dans sa lettre de relance, pour transmettre les documents précités.

De plus, des pénalités s'appliquent ci-après :

Concernant le lot n°1, les pénalités seront appliquées comme suivants les stipulations indiquées infra :

Lorsque le référent du siège de l'AP-HP constate que les prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, une réfaction qui consiste en une réduction sur la facture du mois suivant ou à l'émission d'un titre de recettes peut-être appliquée après notification au titulaire :

Des pénalités sont appliquées :

- dès que la base de satisfaction, (seuil d'acceptabilité) définie par le contrôle contradictoire prévu à l'article 5.3 du CCTP n'est pas atteinte.

Dans le cas d'un résultat des contrôles du mois avec pourcentage moyen pour ce mois inférieur au seuil d'acceptabilité (cf. CCTP par zone), des pénalités financières seront appliquées proportionnellement au pourcentage obtenu, dans la limite de 10 % par zone, étendue à la totalité de la zone nettoyée concernée.

Indépendamment de ces pénalités, le Siège de l'AP-HP aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques dudit titulaire, sans mise en demeure préalable.

- Des pénalités sont également prévues : 150 euros par jour de retard et par document (hors retard dû à l'administration) dans la fourniture des documents suivants :
 - Plan de prévention : 1er trimestre à compter de la date du début d'exécution du marché
 - Liste nominative détaillée des agents : 1 mois à compter de la date du début d'exécution du marché, puis 1 mois à compter de chaque échéance semestrielle et une semaine à compter de la demande de référent de l'hôpital.
 - Liste nominative détaillée des agents ainsi que leurs dossiers administratif et fiche de poste : 1 mois à compter de la date du début d'exécution du marché, puis 1 mois à compter de chaque échéance semestrielle et une semaine à compter.
 - Liste détaillée des matériels conformes au CCTP et matériels en place conformes à cette liste : 1 mois à compter de la date de notification du marché puis 15 jours en cas de mise en conformité en cours de marché.
 - Fiches de tâches par service dans un délai de 3 mois après le début du marché.
 - Liste détaillée des produits conformes au CCTP : 1 mois à compter de la date de notification du marché puis 15 jours en cas de mise en conformité en cours de marché.
Les tenues de travail des agents sont à fournir dans les deux mois après la notification du marché.
 - Fourniture de badge avec photo à tous les agents de l'entreprise : 1 mois à compter du début d'exécution du marché et pour tout nouveau recruté ou remplaçant, 15 jours à compter du jour de prise de poste.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 22 sur 26

De même, en cas de perte de clef, une pénalité de 150 € sera appliquée.

Le montant des pénalités pouvant être infligé à l'entreprise n'est pas plafonné. Le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA.

Concernant le lot n°2, les pénalités seront appliquées comme suivant les stipulations indiquées ci-dessous :

Lorsque le référent du siège de l'AP-HP constate que les prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, une réfaction qui consiste en une réduction sur la facture du mois suivant ou à l'émission d'un titre de recettes peut-être appliquée après notification au titulaire :

Des pénalités sont appliquées en cas :

- D'absence de nettoyage : le montant de la pénalité s'élèvera 150 euros
- Lorsqu'une prestation est exécutée de manière défectueuse : le montant de la pénalité s'élèvera 150 euros
- En cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécutions des prestations équivalent à la non-réalisation de la prestation : le montant de la pénalité s'élèvera 150 euros

Concernant tous les lots Indépendamment de ces pénalités, ACHAT aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques dudit titulaire, sans mise en demeure préalable.

Concernant tous les lots et indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur en application de l'article 36 .1, 36.2 et 36.4 du CCAG-FCS.

13.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 23 sur 26

Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

15. Déroptions

- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article « Facturation – Paiement » déroge à l'article 10.1 du CCAG FCS.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 24 sur 26

Annexe 1. Modèle souhaité pour les statistiques

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Nom du fournisseur	Année	Trim	Num marché	N lot	Hôpital / Site	Code produit APHP	Ref. Commerciale du produit	Libellé du produit	U. facturation	Nbre liv par hôpital	Nbre de liv. par produit et par hôpital	Quantité totale livrée	PU HT	Total HT	Total TTC
aaa								Produit « a	1 pièce						
aaa								Produit b	1 kg						
aaa								Produit c	3 kg						
aaa								Produit d	1 bidon de 1,2 l						
aaa								Produit e	1 lot de 3						
aaa								Produit a	1 pièce						

AP-HP	Consultation n°	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 25 sur 26

Annexe 2. Noms, adresses des sites concernés

- **Site 1** : Siège AP-HP – 55 boulevard Diderot 75012 Paris
- **Site 2** : Rothschild (DSN) - 27 rue Santerre - 75012 Paris
- **Site 3** : Campus Picpus - 27 rue Santerre - 75012 Paris
- **Site 4** : Bicêtre (DPC) - 78 Rue du Général Leclerc - 94270 Le Kremlin-Bicêtre
- **Site 5** : FSM « Fossés St Marcel » - 10 rue des Fossés St Marcel - 75005 Paris
- **Site 6** : CSP « Centre des services partagés » - 32 rue Necker - 94220 Charenton
- **Site 7** : Charenton « Direction des Ressources du Siège » - 14 rue du port aux lions - 94220 Charenton
- **Site 8** : Bâtiment Steg - 8 rue Maria Hélène Vieira Da Silva - 75014 Paris
- **Site 9** : Saint Louis - 1 avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
- **Site 10** : Hôtel Dieu - 1 Parvis Notre-Dame - Pl. Jean-Paul II - 75004 Paris
- **Site 11** : La Collégiale - 14 rue Vésale - 75005 Paris
- **Site 12** : Groupe Pitié-Salpêtrière - 49-63 Boulevard de l'Hôpital - 75013 Paris
- **Site 13** : DRCI- 44 quai JEMMAPES- 75010 Paris

AP-HP	Consultation n°	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :27/5/25	Page 26 sur 26